

IMMIGRATION - qui veut faire l'ange...



14 Automne 2000

LE MOT " IMMIGRATION " est un mot piégé, chargé de passions, d'anathèmes et d'aveuglements idéologiques. Est-ce partout ainsi ? Que pense-t-on de l'" étranger " à l'étranger ? Pour le théologien, qui analyse la situation de l'immigration clandestine en Italie, la charité ne peut pas se construire sur l'injustice.

Pour l'économiste, spécialiste du monde asiatique, le travail est au centre de la question.

LUMINEUX XIXE SIECLE. Après le siècle des Lumières, arrive le siècle des romantiques, des scientifiques anticléricaux et de l'impérialisme national. L'Église est encore au cœur de la tourmente. Fixée pour longtemps dans l'image de la résistante réfractaire au progrès, elle connut pourtant une période de créativité sociale, intellectuelle et culturelle d'une richesse étonnante.

QUINQUENNAT : DU REGIME " SEC " A LA CRISE DE REGIME. La réforme du quinquennat, embrouille politicienne voulue pour neutraliser des adversaires politiques, votée à la sauvette par 18 % du corps électoral, est bien plus qu'une retouche constitutionnelle. Une réforme de " modernité " qui accuse la vacuité du progrès politique et les faiblesses congénitales d'une Constitution qui n'en finit pas de mourir.

Immigration : qui veut faire l'ange...

LE MOT " IMMIGRATION " est un mot piégé, chargé de passions, d'anathèmes et d'aveuglements idéologiques. Est-ce partout ainsi ? Que pense-t-on de l'" étranger " à l'étranger ? Pour le théologien, qui analyse la situation de l'immigration clandestine en Italie, la charité ne peut pas se construire sur l'injustice. Pour l'économiste, spécialiste du monde asiatique, le travail est au centre de la question.

LUMINEUX XIXe SIECLE. Après le siècle des Lumières, arrive le siècle des romantiques, des scientifiques anticléricaux et de l'impérialisme national. L'Église est encore au cœur de la tourmente. Fixée pour longtemps dans l'image de la résistante réfractaire au progrès, elle connut pourtant une période de créativité sociale, intellectuelle et culturelle d'une richesse étonnante.

QUINQUENNAT : DU REGIME " SEC " A LA CRISE DE REGIME. La réforme du quinquennat, embrouille politicienne voulue pour neutraliser des adversaires politiques, votée à la sauvette par 18 % du corps électoral, est bien plus qu'une retouche constitutionnelle. Une réforme de " modernité " qui accuse la vacuité du progrès politique et les faiblesses congénitales d'une Constitution qui n'en finit pas de mourir.

Avec Serge-Pierre Besanger, Virginio Spicacci sj, Yves Floucat, Joël-Benoît d'Onorio, Jean-Yves Naudet, Mgr Jean Honoré, François de Lacoste-Lareymondie, Michel des Bosc, Ludovic Laloux, Christophe Jezewski...

- [Immigration: faux-semblants et vrais débats](#)
- [Conscience civile, conscience chrétienne et immigration clandestine en Italie](#)

Lumineux XIX siècle

LUMINEUX XIXe SIECLE. Après le siècle des Lumières, arrive le siècle des romantiques, des scientifiques anticléricaux et de l'impérialisme national. L'Église est encore au cœur de la tourmente. Fixée pour longtemps dans l'image de la résistante réfractaire au progrès, elle connut pourtant une période de créativité sociale, intellectuelle et culturelle d'une richesse étonnante.

Avec Serge-Pierre Besanger, Virginio Spicacci sj, Yves Floucat, Joël-Benoît d'Onorio, Jean-Yves Naudet, Mgr Jean Honoré, François de Lacoste-Lareymondie, Michel des Boscs, Ludovic Laloux, Christophe Jezewski...

- [Le "mauvais" pape Pie?](#)
- [Les économistes catholiques au XIX siècle](#)
- [Newman: plaidoyer pour une culture libérale](#)

Questions disputées. Quinquennat : du régime "sec" à la crise de régime

L'INSTITUTION DU QUINQUENNAT n'est pas un terme mais un commencement : celui d'une crise de régime dont nul ne peut prédire l'issue. Les réflexions de Michel des Boscs et de François de Lacoste-Lareymondie donnent quelques clés d'analyse qui pourront être utiles à ceux qui voudront en suivre les développements, dans un domaine où les questions de principe sont mêlées de considérations plus contingentes. Nous n'y serions pas entrés si la conjonction d'un grand nombre d'événements graves touchant au cœur de la vie politique française n'avait créé une situation particulièrement instable et critique pour notre pays.

Qu'on y songe : au début de l'été, le Premier ministre a concédé aux nationalistes corses, dont certains sont notoirement liés à la mafia, des abandons importants du pouvoir législatif sans avoir obtenu d'eux la moindre renonciation au terrorisme ; la capitulation rapide devant les manifestations des routiers, certes révélatrices d'un mécontentement profond et général, a démontré que nos dirigeants ne connaissent plus que les rapports de force ; profitant donc de l'inconsistance de l'opposition, les idéologues de la majorité ont nettement gauchi le programme gouvernemental de rentrée, qu'il s'agisse de la réforme fiscale, de celle l'assurance chômage, ou de l'extension de l'avortement, comme s'il fallait à tout prix forcer une société de plus en plus rétive ; les confessions posthumes de Jean-Claude Méry, qui ne comportent guère de révélations mais qui mettent en perspective toute une série d'affaires connues, éclairent d'une lumière crue tout le cynisme de dirigeants qui n'ont rien appris depuis quinze ans mais ont perdu le bénéfice de la bonne foi ; enfin le référendum constitutionnel a débouché sur une abstention massive qui témoigne d'un décalage majeur entre la classe politique et les électeurs.

Maîtriser une pareille conjonction exige des qualités peu communes chez ceux qui ont la charge de conduire les affaires publiques. Deux d'entre elles nous paraissent ici essentielles parce qu'elles fondent la confiance sans laquelle il n'est pas d'autorité légitime.

L'exercice de l'autorité, en effet, place son détenteur à part dans la sphère où il se trouve. Les parents le savent bien, qui ne peuvent se conduire n'importe comment face à leurs enfants. Les chefs d'entreprises finissent également par le découvrir à leur niveau. Mais c'est encore plus vrai des gouvernants à qui incombe la poursuite du bien commun que leur ont confié ceux qui les ont élus. Ils ne peuvent échapper à ces deux règles de conduite qui sont intimement liées comme les deux faces d'une même médaille : la cohérence et

l'exemplarité. La première leur interdit le cynisme : comment dire une chose et faire le contraire sans attenter à sa propre crédibilité ? comment demander aux citoyens d'obéir à la loi, de respecter les autres, et de faire preuve de civisme quand on s'en évade soi-même ou que l'on la fait plier devant ses propres intérêts ? La seconde les oblige dans l'action : comment légiférer, comment diriger quiconque, si l'on ne reconnaît pas pour soi-même une norme supérieure avec laquelle on ne transige pas et dont on est prêt à rendre compte, dans sa vie publique comme dans sa vie privée ? Si quelqu'un ne peut cloisonner ni sa pensée ni son action, c'est bien l'homme politique, précisément parce qu'il est public.

Le sénateur démocrate du Connecticut, Joseph Lieberman, qui figure aujourd'hui sur le " ticket " présidentiel aux côtés du candidat Al Gore l'a vigoureusement rappelé à propos de Bill Clinton dans une intervention qu'il a prononcée devant le Sénat américain au mois de septembre 1998 : " Le Président est un modèle. En raison de sa position et de l'autorité morale qui émane de sa fonction, il fixe les règles de comportement du peuple qu'il sert... " Hélas, nul n'a encore eu l'audace de le dire en France.

Car il serait vain d'imaginer quelque réforme constitutionnelle que ce soit si, d'abord, les gouvernants ne sont pas imprégnés de cette vérité. La démocratie présente cet avantage que nul ne les a contraints d'occuper leurs fonctions. Ils y ont accédé l'ayant désiré, ô combien ardemment parfois ! C'est pourquoi leurs concitoyens sont en droit d'être exigeants envers eux. Pour l'avoir oublié, beaucoup se sont discrédités et sont responsables du mépris, certainement injuste dans sa généralité, où ils ont entraîné la classe politique française, en faisant courir les plus grands dangers au pays tout entier.

Le soulignant, nous ne sombrerons ni dans le désespoir ni dans le fatalisme. Certes les hommes sont ce qu'ils sont : plus le pouvoir dont ils disposent est grand, plus les tentations auxquelles ils sont soumis sont fortes, et plus leurs faiblesses, mineures pour le commun des gens, sont coupables simplement parce qu'elles sont commises au sommet. C'est d'ailleurs pourquoi la sagesse commande d'introduire dans les institutions des garde-fous qui aident les gouvernants à tenir leur conduite et qui protègent les gouvernés. Mais ces garde-fous ont sauté, ou sont en train de le faire.

Désarçonnée par ses propres faiblesses, la classe politique va se perdre dans une suite sans fin de réformes censées la protéger d'elle-même. Il reste qu'aucune constitution ne pourra protéger infailliblement les hommes contre eux-mêmes. La crise est morale, culturelle. Lorsqu'un père défaille, son autorité demeure malgré tout, dans ses exigences : ne pas masquer le bien pour concéder le mal ; aimer ses enfants en étant capable de confesser ses faiblesses, de remonter la pente pour redevenir " édifiant ", c'est-à-dire constructif. Il n'y a pas de responsabilité sans exemplarité : c'est sur ce nœud moral où chacun s'engage le plus personnellement que se dessine aujourd'hui la priorité politique absolue.

LIBERTE POLITIQUE

- [L'arbre qui cache la forêt : le Président improbable](#)
- [Une réforme de "modernité", un point c'est tout](#)

Repères

- [Les JMJ vues de France](#)
- [Il y a vingt ans, Solidarnosc](#)

Feuilletons

- [Mauriac et la paix des cîmes](#)

20,00 €